

DES RESISTANCES CONTRE LA MARCHE FORCEE DE VALERIE PECRESSE

Statut des enseignants-chercheurs et rémunérations :

Quelques jours seulement après l'annonce par la ministre à la presse d'abord et aux organisations syndicales le 30 octobre, de sa volonté, dans le prolongement de la loi LRU, de démanteler les garanties statutaires du décret de 1984, le ministère convoque un CTPU le 17 novembre. Cette instance paritaire, dont la consultation est obligatoire sur toutes les questions qui concernent les obligations statutaires des enseignants-chercheurs, mais dont l'avis n'est que consultatif, est donc brutalement sommée d'exprimer l'avis des universitaires. Dans un temps si court, le SNESUP fera tout pour que s'exprime la réprobation informée et revendicative des collègues. Il y a donc urgence à développer des ripostes comme à faire reporter ou à mettre en échec ce CTPU.

Mastérisation-Concours : des résistances qui s'élargissent :

En résonance à des prises de position de plus de 25 conseils d'administration sur la révision brutale des dispositifs de formation des enseignants, une intéressante prise de position collective :

« Les présidents des universités parisiennes concernées par les préparations aux métiers de l'enseignement considèrent que les conditions dans lesquelles vos services projettent, aux termes de votre instruction du 17 octobre dernier, d'organiser une campagne exceptionnelle d'habilitation de diplômés de master pour les étudiants se destinant aux métiers de l'enseignement, avec date de dépôt des dossiers au 31 décembre 2008, sont totalement irréalistes. Indépendamment des avis que l'on peut avoir sur le fond, c'est une farce que d'imaginer des procédures sérieuses de consultation des responsables de mentions de master, des conseils d'UFR, des conseils de l'université, alors même que l'on ne connaît pas encore avec précision les contenus des CAPES correspondants, dans un délai si court. Les personnes de bonne volonté qui s'occupent de ces questions et qui travaillent en concertation entre nous et avec l'IUFM ont le sentiment d'un certain mépris.

C'est pourquoi, nous vous demandons de surseoir de 6 mois pour le calendrier de propositions de nos formations. Veuillez agréer, Madame la Ministre, ... »

Pierre-Yves Hénin, Marie-Christine Lemardeley, Georges Molinié, Axel Khan, Jean-Charles Pomerol, Guy Cousineau

* * * *

Toutes ces raisons appellent sans délai à la tenue d'assemblées générales, au vote de motions, à un élargissement de l'entrée dans l'action de tous les enseignants du supérieur. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre intersyndical qui affiche pour le 13 novembre une lisibilité nationale de ces initiatives. Les organisations étudiantes, en particulier l'UNEF, sont dans une démarche analogue.

* * * *

PEDR campagne 2009 : les résultats sont en cours de notification dans les établissements ; en cas de refus, saisissez la commission de recours (dernière occasion de recours national avant transfert de la PEDR aux établissements). Envoyez impérativement un double du dossier de recours sur recherche@snesup.fr.

Le ministère bousculé par sa propre précipitation : réouverture des inscriptions aux qualifications enseignants-chercheurs (du 14 novembre au 22 décembre).

Le SNESUP se félicite de ce recul du ministère. Il en appelle d'autres.

Extrait d'un courrier du ministère aux présidents des sections du CNU :

« [...] C'est pourquoi, la campagne de qualification sera rouverte dans le cadre d'une session complémentaire à compter du 14 novembre 10 h et jusqu'au 22 décembre 2008 16h suivant le calendrier ci-joint. Un arrêté détaillant les étapes de la procédure est en cours de publication. Cette réouverture peut vous amener à revoir le calendrier des sessions de qualification du CNU. [...] Chef du Bureau DGRH A2-3 »